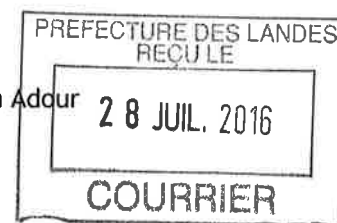


# INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations  
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour  
\*\*\*\*\*

Séance du 22 juillet 2016  
(Convocation du 11 juillet 2016)



Aujourd'hui, le vingt-deux juillet deux mille seize à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

## Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE et Céline SALLES  
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

## Etaient excusées et avaient donné procuration :

Mesdames Nathalie BARROUILLET et Denise SAINT PE  
Monsieur Gabriel BELLOCQ

## Etaient excusés :

Madame Laurence ANCIEN  
Messieurs Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance : Madame Céline SALLES

---

**OBJET : DOSSIER I - affaires générales / Ressources Humaines : organisation des temps partiels dans la collectivité - Temps partiel sur autorisation**

## **Exposé des motifs :**

La délibération d'autorisation de travail à temps partiel sur autorisation au sein de l'Institution Adour date de 2005, il est proposé de la remplacer par la délibération suivante,

Il est proposé d'autoriser l'application du régime de travail à temps partiel à tous les agents à temps complet, titulaires, stagiaires et non titulaires de la collectivité (ou de l'établissement), remplissant les conditions prévues par la réglementation, selon les modalités exposées ci-après :

- le temps partiel peut être organisé dans le cadre hebdomadaire
- les quotités de temps partiel sont fixées de 90 à 50% de la durée hebdomadaire des agents exerçant leurs fonctions à temps complet,
- les autorisations de travail à temps partiel seront accordées par le président, après avis du chef de service, sous réserve des nécessités de fonctionnement et de continuité du service,
- les autorisations seront accordées pour une durée déterminée qui ne pourra être inférieure à 6 mois, ni supérieure à un an
- les demandes d'autorisation devront être formulées dans un délai de 3 mois (avant le début de la période souhaitée,
- à l'issue des périodes de temps partiel autorisées, les renouvellements devront faire l'objet d'une demande et d'une décision expresse,
- les demandes de renouvellement devront être formulées dans un délai de 3 mois avant le terme de la période en cours,
- les demandes de modification des conditions d'exercice du temps partiel en cours de période, pourront être présentées par les intéressés dans un délai de deux mois avant la date de modification souhaitée et pourront être autorisées si les nécessités du service le permettent,

- Après réintégration à temps complet, une nouvelle autorisation d'exercice à temps partiel ne sera accordée qu'après un délai de 6 mois,
- Pendant les périodes de formation professionnelle incompatibles avec l'exercice des fonctions à temps partiel (formation d'adaptation à l'emploi, formation continue), l'autorisation de travail à temps partiel sera suspendue.
- Lorsque l'intérêt du service l'exigera, les agents à temps partiel pourront effectuer des heures supplémentaires, dans les conditions prévues par le décret du 29 juillet 2004 précité et selon les modalités fixées dans la délibération relative à la réalisation des heures supplémentaires.

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 60 et 60 ter,

VU le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale,

Considérant l'avis du Comité Technique Paritaire du 7 juillet 2016,

En l'absence d'observations,

Après avis favorable du Bureau et des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

## D E C I D E

### Article 1

D'autoriser l'application du régime de travail à temps partiel à tous les agents à temps complet, titulaires, stagiaires et non titulaires de la collectivité (ou de l'établissement), remplissant les conditions prévues par la réglementation, selon les modalités exposées ci-après :

- le temps partiel peut être organisé dans le cadre hebdomadaire
- les quotités de temps partiel sont fixées de 90 à 50% de la durée hebdomadaire des agents exerçant leurs fonctions à temps complet,
- les autorisations de travail à temps partiel seront accordées par le président, après avis du chef de service, sous réserve des nécessités de fonctionnement et de continuité du service,
- les autorisations seront accordées pour une durée déterminée qui ne pourra être inférieure à 6 mois, ni supérieure à un an
- les demandes d'autorisation devront être formulées dans un délai de 3 mois (avant le début de la période souhaitée,
- à l'issue des périodes de temps partiel autorisées, les renouvellements devront faire l'objet d'une demande et d'une décision expresse,
- les demandes de renouvellement devront être formulées dans un délai de 3 mois avant le terme de la période en cours,
- les demandes de modification des conditions d'exercice du temps partiel en cours de période, pourront être présentées par les intéressés dans un délai de deux mois avant la date de modification souhaitée et pourront être autorisées si les nécessités du service le permettent,
- Après réintégration à temps complet, une nouvelle autorisation d'exercice à temps partiel ne sera accordée qu'après un délai de 6 mois,
- Pendant les périodes de formation professionnelle incompatibles avec l'exercice des fonctions à temps partiel (formation d'adaptation à l'emploi, formation continue), l'autorisation de travail à temps partiel sera suspendue.

- Lorsque l'intérêt du service l'exigera, les agents à temps partiel pourront effectuer des heures supplémentaires, dans les conditions prévues par le décret du 29 juillet 2004 précité et selon les modalités fixées dans la délibération relative à la réalisation des heures supplémentaires.

## Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 22 juillet 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR  
Département des Landes  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

